



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 51 – 4 mai 2023

Pays nordiques

La liberté de la presse est particulièrement bien respectée dans les pays nordiques. Mercredi 3 mai, Reporters sans frontières a publié son rapport sur la liberté de la presse, en évaluant la situation dans 180 pays. Selon l'association, le développement de la désinformation sur les réseaux sociaux et celui de l'intelligence artificielle peuvent menacer la liberté de la presse. Le classement comporte cinq indicateurs (contexte politique, cadre juridique, contexte économique, contexte socio-culturel et sécurité) définis à partir de l'analyse de réponses d'experts de la liberté de la presse ainsi que d'un décompte quantitatif des abus contre les journalistes et les médias. L'Europe est la région du monde où la liberté de la presse est la mieux sauvegardée ; Reporters sans frontières mentionne d'ailleurs le projet d'une législation à l'échelle européenne qui établirait des normes de liberté de la presse communes à toute l'Union. Dans ce contexte, les pays nordiques font figure de bons élèves : la Norvège occupe la première place du classement, notamment du fait du cadre juridique robuste et de la diversité du secteur des médias et de l'information. Le Danemark est classé 3^e (précédé par l'Irlande), puis suivent la Suède et la Finlande. Reporters sans frontières indique que la nouvelle législation suédoise sur la confidentialité des sources journalistiques ainsi que les menaces et campagnes de haine subies par les journalistes ont contribué à la diminution de son score par rapport à 2022. En Finlande, l'association mentionne le procès de deux journalistes pour révélation de secrets d'État. Enfin, l'Islande occupe la 18^e position. À titre de comparaison, la France se

classe 24^e, en hausse de 2 places par rapport à 2022.

Tableau 1 : Scores et positions des pays nordiques

	Norvège	Danemark	Suède	Finlande	Islande
Total	95,18 (1 ^{re})	89,48 (3 ^e)	88,15 (4 ^e)	87,94 (5 ^e)	83,19 (18 ^e)
Politique	96,54 (1 ^{re})	91,95 (4 ^e)	92,58 (3 ^e)	91,55 (5 ^e)	86,04 (14 ^e)
Économique	92,46 (1 ^{re})	85,17 (4 ^e)	86,08 (3 ^e)	83,80 (5 ^e)	68,35 (27 ^e)
Législatif	94,92 (1 ^{re})	87,5 (5 ^e)	88,74 (4 ^e)	84,86 (11 ^e)	82,35 (20 ^e)
Socio-culturel	95,98 (1 ^{re})	87,78 (17 ^e)	88,64 (14 ^e)	89,17 (13 ^e)	87,01 (22 ^e)
Sécurité	95,98 (1 ^{re})	95,00 (5 ^e)	84,72 (40 ^e)	90,35 (23 ^e)	92,22 (12 ^e)

Source : Reporters sans frontières

Danemark

Le Danemark enregistre l'excédent public le plus important de l'UE pour la quatrième année consécutive. Celui-ci s'élève à 93,0 Mds DKK (12,5 Mds€) en 2022, soit 3,3% du PIB danois. Six autres pays européens, dont la Suède, présentent également des finances publiques excédentaires sur cette période ; une performance à rebours de la dynamique globale du continent où le déficit public s'établit en moyenne à 3,4% du PIB dans l'Union et à 3,6% dans la zone euro. En matière de dette, le Danemark se classe aussi parmi les meilleurs élèves de l'UE avec une dette publique équivalente à 30,1% du PIB en 2022 (-6,6% en g.a), juste derrière le Luxembourg (24.6%), la Bulgarie (22.9%) et l'Estonie (18.4%).

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emplois, estimé à 81 300 en mars (-100 en glissement mensuel) d'après l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). Si cela ne se répercute pas sur le taux de chômage, qui s'établit à 2,8% pour le troisième mois consécutif (selon les méthodes de calcul nationales), il s'agit là d'une première décline depuis septembre 2022. Cette évolution a surpris beaucoup d'économistes pour lesquels ce recul signe toute la vigueur et la résilience du marché du travail danois, pourtant confrontés à de sérieux freins (forte inflation, taux d'intérêt rehaussés). Pour autant, les perspectives sont moins réjouissantes pour les prochains trimestres, en particulier pour les secteurs manufacturier et de la construction, qui pourraient être pénalisés par la remontée des taux d'intérêt et une croissance moindre sur les marchés d'exportation danois.

Amélioration des indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises. Si l'indicateur de confiance des consommateurs demeure négatif, celui-ci a atteint en avril (-18,2) son plus haut niveau depuis le mois

de mars 2022 (-14,4). En particulier, les indicateurs mesurant l'évaluation par les consommateurs de leur propre situation économique et celle du Danemark se sont nettement améliorés, atteignant respectivement, sur le mois d'avril, -21,1 (contre -28,1 en moyenne sur les six derniers mois) et -36,1 (contre -50,3 en moyenne sur les six derniers mois). Du côté des entreprises (secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, des services et du commerce de détail), l'indicateur de confiance a atteint 90,7 en avril, soit le plus haut niveau enregistré depuis septembre 2022. L'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) témoigne notamment d'une baisse du nombre d'entreprises déclarant des difficultés d'approvisionnement liées au conflit russo-ukrainien ou des pénuries de matières premières.

En 2030, le Danemark devrait émettre 29 Mt de CO₂ selon de nouvelles projections de l'Agence danoise de l'Énergie (*Energiestyrelsen*). Cela représenterait une réduction de 63,1% par rapport à 1990, à la faveur d'une décarbonation intense du chauffage urbain comme du mix électrique danois sur les prochaines années. Toutefois, ces efforts restent insuffisants, à ce stade, pour tenir l'objectif du Royaume, qui s'est engagé à abaisser de 70% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Ce sont désormais les secteurs de l'agriculture et des transports qui sont en première ligne. L'Agence danoise de l'Énergie estime qu'ils seront responsables, respectivement, de 35% et 52% des émissions danoises à l'horizon 2030. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement mise à la fois sur une taxe kilométrique ciblant les camions thermiques et sur un projet de taxe carbone pour les activités agricoles, qui doit être présenté à l'automne 2023.

Le gouvernement danois lance un appel d'offres pour la production d'hydrogène vert.

Dans l'optique de soutenir la filière Power-to-X (conversion de l'électricité ou stockage lorsque la demande est excédentaire), le gouvernement danois vient de lancer, par la voix de son ministre du Climat et de l'Énergie, Lars Aagaard, un appel d'offres d'un montant de 1,25 Md DKK (170 M€). Conformément à sa stratégie nationale pour le développement du Power-to-X, publiée en mars 2022, le Danemark entend installer une capacité d'électrolyse comprise entre 4 et 6 GW à l'horizon 2030. Après avoir conclu un accord avec l'Allemagne en vue de construire un gazoduc transportant de l'hydrogène vert d'ici 2028, le gouvernement danois entamera également, dans les prochaines semaines, des négociations au sujet des infrastructures à développer sur le territoire national.

Vestas maintient sa position de leader mondial de l'éolien.

En dépit de parts de marché en baisse en 2022 (14,0% en 2022 ; -3,7 points de pourcentage par rapport à 2021 d'après les chiffres avancés par le quotidien Finans), le groupe danois reste le plus important fabricant d'éoliennes au niveau mondial en termes de capacités nouvellement installées. Selon le cabinet Wood Mackenzie, Vestas revendique 13,1 GW de capacités installées en 2022, contre 12,5 GW pour le chinois Goldwind. Au total, 166 GW ont été installés au niveau mondial l'an dernier.



 Finlande

Le taux d'emploi en Finlande stagne à 74,1% en mars. Ce taux représente une augmentation par rapport au même mois de l'année dernière, l'Office finlandais des statistiques notant que 37 000 personnes de plus - dans la cohorte 15-74 ans - avaient un emploi en mars 2023 par rapport à mars 2022 (taux d'emploi de 73,7%). Néanmoins, ce taux de 74,1% est stable par rapport à février 2023, où il était de 74,2%. L'enquête de mars a également révélé que le taux de chômage en Finlande était de 6,6% en février, avec environ 254 000 personnes inscrites comme demandeurs d'emploi.

Davie, une entreprise canadienne, a conclu un accord visant l'acquisition des activités du chantier naval d'Helsinki. L'accord d'achat du chantier naval est désormais soumis à l'approbation des autorités finlandaises et au respect des conditions contractuelles. Le chantier de Helsinki appartient actuellement à Algador Holdings, une société d'investissement chypriote fondée par les hommes d'affaires russes Riшат Bagautdinov et Vladimir Kasyanenko. Le groupe chypriote, qui connaît des difficultés financières, négociait la vente avec Davie depuis le début d'année 2023. De fait, bien qu'aucune sanction n'ait été prise à l'encontre du chantier naval ou de ses propriétaires, les activités du chantier ont été particulièrement touchées par les mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Russie, empêchant le chantier de vendre des navires à ce pays, qui était auparavant son principal marché d'exportation.

Réouverture du canal de Saimaa entre la Finlande et la Russie. Le canal, dont la circulation est interrompue chaque hiver, a rouvert le 2 mai. Il restera ouvert à la circulation jusqu'au 31 décembre 2023, date de sa prochaine fermeture. Conformément à l'accord signé entre la Finlande et la Russie (accord renouvelé en 2013, pour une période de 50 ans), qui permet à la Finlande d'exploiter le tronçon du canal situé en territoire russe (23 km, sur une longueur totale du canal de 43 km), la réouverture a été approuvée par le Parlement finlandais. Au printemps et à l'été, le canal est ouvert 24 heures sur 24 ; néanmoins, en fonction des conditions météorologiques à l'automne, la date de fermeture pourrait être amendée (c.à.d. avancée). Les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie n'empêchent pas le trafic sur le canal de Saimaa, qui est conforme à la politique de sanctions.

L'entreprise de télécommunications française Nexans officialise l'acquisition du groupe finlandais Reka Cables. Nexans a annoncé la finalisation du rachat fin avril. Reka Cables est une société spécialisée dans la fabrication de câbles haute, moyenne et basse tension, destinés aux applications du bâtiment, aux réseaux de distribution d'énergie et aux projets éoliens terrestres. Suite à cette acquisition, l'entreprise française - également présente en Suède, en Norvège et au Danemark - s'est fixée l'objectif de produire 95% de ses produits dans les pays nordiques d'ici 2025.



Islande

L'Islande se prépare à accueillir le quatrième sommet du Conseil de l'Europe.

Plus de 40 chefs d'État sont attendus lors du sommet du Conseil de l'Europe qui se tiendra du 16 au 17 mai à Reykjavik. La Première Ministre islandaise souhaite que la conclusion du sommet tienne la Russie pour responsable des dommages causés en Ukraine. Ce sujet devrait être au cœur des discussions, avec le rôle à venir du Conseil de l'Europe concernant la défense du droit international et des droits de l'Homme ainsi que le respect des normes éthiques en lien avec l'utilisation de l'intelligence artificielle. Le coût de l'organisation du sommet est estimé à 2 Mds ISK (13,4 M€) dont 9,3 M€ seront consacrés au dispositif de sécurité.

En dépit des prévisions, l'inflation augmente légèrement au mois d'avril.

L'inflation sur douze mois s'est établie à 9,9% en glissement annuel au mois d'avril, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en mars. Les principaux facteurs d'augmentation sont les prix des vols internationaux (+19,5%), le coût du logement pour les propriétaires (loyer fictif, +2,5%), les prix alimentaires, notamment le lait, le fromage et les œufs (+3,9%) et les prix de l'ameublement et des équipements ménagers (+1,9%). L'inflation hors logement s'élève à 8,7% sur un an.

Les prêts immobiliers indexés sur l'inflation redeviennent plus populaires que les prêts immobiliers non indexés.

Selon les données de la Banque Centrale d'Islande, les ménages islandais ont contracté de nouveaux prêts immobiliers pour un montant total net de 3,9 Mds ISK (26 M€) en février 2023. Parmi ceux-ci, l'équivalent de 6 Mds ISK (40 M€) de prêts indexés sur l'inflation ont été contractés, et 2,1 Mds ISK (14 M€) de prêts non indexés ont été remboursés. Ces données montrent que de nombreux emprunteurs ont refinancé leurs prêts non indexés en souscrivant des prêts indexés. Cette situation s'explique par la

forte remontée des taux de la Banque centrale qui a entraîné une hausse des taux des prêts immobiliers non indexés des banques commerciales (entre 3,3 et 4,4% en décembre 2020 contre 9 et 9,3% aujourd'hui).

La construction du nouvel hôpital devrait coûter 1,4 Md€, soit le projet le plus onéreux de l'histoire du pays.

Le nouveau plan de de financement pour la santé prévoit un coût total de 210 Mds ISK (1,4 Md€) pour la construction du nouvel hôpital national à Reykjavik. La construction de l'hôpital a débuté en 2010 avec près de 29 Mds ISK (190 M€) déjà investis depuis cette date. Cette année, 21,5 Mds ISK (143,6 M€) sont prévus pour la construction d'un nouveau centre de traitement, d'un laboratoire et d'un service de rééducation. La dernière phase du projet, entre 2024 et 2030, sera la plus coûteuse avec 160 Mds ISK (1 Md€) engagés. Le Ministre de l'économie et des finances Bjarni Benediktsson a précisé que les montants investis ont été revus à la hausse en raison de l'ajout d'un service d'oncologie, d'un service de psychiatrie et l'achat d'équipements.

Les deux compagnies aériennes islandaises ont enregistré des pertes au premier trimestre 2023.

Le groupe Icelandair a perdu 49,1 M\$ (44,8 M€) au premier trimestre 2023, une perte similaire à celle du premier trimestre 2022 (49,7 M\$). Selon le PDG de la compagnie, Bogi Nils Bogason, les prix du carburant, la mauvaise météo et l'inflation ont eu un impact plus important que prévu sur les performances de la société. Les pertes cumulées depuis début 2018 s'élèvent à 640 M\$ (583,8 M€). De son côté, la compagnie PLAY a enregistré des pertes de 17,2 M\$ (15,7 M€) au premier trimestre 2023 contre 11,2 M\$ (10,2 M€) au même trimestre en 2022.

Norvège

La Norvège et l'Union Européenne ont signé, le 24 avril 2023, une « Alliance verte » portant sur le renforcement des partenariats sur le climat, l'environnement, l'énergie et l'industrie décarbonée. Le Premier Ministre norvégien Støre a salué « l'accord historique » représenté par cette deuxième Alliance verte conclue entre l'UE et la Norvège, après celle entre l'UE et le Japon en 2021. La Norvège s'appuiera sur cette Alliance pour créer plus d'emplois dans des secteurs porteurs (captage, transport et stockage du CO₂, éolien offshore, hydrogène, matières premières rares, batteries et transport maritime propre). La version finale du texte, non contraignant juridiquement, mentionne la nécessité du respect du principe de précaution dans l'Arctique.

Jonas Gahr Støre et Emmanuel Macron se sont rendus au sommet d'Ostende sur les énergies renouvelables, avec leurs homologues des pays riverains de la mer du Nord (Allemagne, Belgique, Danemark, Irlande, Pays-Bas et Luxembourg). Des déclarations relatives aux ambitions de développement de la production d'énergie renouvelable en mer du Nord ont été signées, notamment sur l'éolien offshore (objectif d'une capacité installée de 300 GW en 2050). La Norvège a également engagé des négociations formelles avec le gouvernement fédéral de Belgique, la Wallonie et la Flandre sur un accord bilatéral sur le CCS (captage et stockages CO₂) sous le plateau continental norvégien.

20 nouvelles zones identifiées en Norvège pour le lancement d'appels à projets sur l'éolien offshore. Un groupe d'experts de NVE (Direction norvégienne des ressources hydrauliques et de l'énergie) a présenté le 25 avril dernier son rapport au ministère du Pétrole et de l'Énergie sur les nouvelles zones pouvant accueillir des éoliennes offshore. Ces zones représentant une superficie totale de 54 000 km² sont situées le long de la côte norvégienne et

représentent 6 à 13 fois plus que la surface nécessaire pour atteindre l'objectif du gouvernement de produire 30 GW d'électricité issue de l'éolien offshore d'ici 2040. Une étude d'impact des zones concernées doit être réalisée avant le lancement des appels à projets, selon un communiqué du gouvernement norvégien.

Fin de la grève en Norvège, la confédération syndicale LO salue des avancées « historiques » pour les salariés avec une hausse des salaires conclue de +5,2%. Le 20 avril 2023, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord mettant un terme à la grève engagée le 17 avril par 25 000 salariés de l'industrie, de l'agroalimentaire et des transports. Par la hausse des salaires de 5,2%, les salariés bénéficieront dans leur très grande majorité d'une augmentation de leur pouvoir d'achat. Le syndicat YS a également accepté l'accord après avoir, dans un premier temps, appelé à maintenir la grève.

Le rendement du Fonds souverain norvégien est de 893 Mds NOK (75,2 Mds€) au premier trimestre 2023, soit +5,9% par rapport au quatrième trimestre 2022. Les investissements en actions ont le plus rapporté, selon le vice-président du Fonds, Trond Grande. La hausse du marché boursier a été largement tirée par les secteurs de la technologie et des biens de consommation durables. La valeur du Fonds souverain est ainsi passée de 12 429 Mds NOK (1 047 Mds€) à la fin du quatrième trimestre 2022 à 14 294 Mds NOK (1 204 Mds€) à la fin du premier trimestre 2023.

Hausse des coûts du projet d'Oslo de CCS. Hafslund, opérateur de l'incinérateur de Klemetsrud à Oslo, a décidé de reporter son projet CCS d'une année à 2027 en raison d'une hausse considérable des coûts. Cette augmentation est imputée à l'inflation, au contexte géopolitique et à la dépréciation de la couronne norvégienne. Le déploiement du CCS sur le site de Klemetsrud doit

aider Oslo à réduire de -95% ses émissions de CO₂ d'ici 2030.

Le Parlement norvégien demande une évaluation approfondie du projet de construction d'un data center pour TikTok. Dans une lettre au *Storting* (Parlement norvégien), la Ministre de la Justice, Emilie Enger Mehl, a annoncé une évaluation plus approfondie des conséquences du projet de construction d'un nouveau centre de données (*data center*) pour TikTok, à Hamar et Løten par la société norvégienne Green Mountain. Le gouvernement avait été informé de ce projet seulement la veille de sa présentation au grand public.

Favorable à l'exploitation des hydrocarbures en mer de Barents, le Ministre du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland, critiqué par le Parti socialiste. Le Parti socialiste critique le manque de perspectives vertes dans le nouveau rapport de la campagne publique de l'entreprise norvégienne gazière Gassco sur la construction d'un gazoduc en mer de Barents, ainsi que le soutien du Ministre du Pétrole et de l'Énergie à ce projet. L'intéressé reste ferme sur sa position et sur la nécessité de continuer à répondre aux demandes d'énergie de l'Union Européenne. Il souligne également qu'un gazoduc est plus respectueux du climat que le transport de gaz liquide par navire. D'après Gassco, le nouveau gazoduc de 53 Mds NOK (4,5 Mds€) pourrait être finalisé en 2030.

Investissements de l'Union Européenne dans l'hydrogène. Le Fonds européen pour l'innovation a soumis à consultation une proposition de conditions-cadres financières pour la production d'hydrogène renouvelable. Ce mécanisme de soutien est un projet pilote et devrait être opérationnel en 2023. Le Fonds européen pour l'innovation est financé par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (EU-ETS) auquel la Norvège participe au même titre que les États membres de l'Union Européenne. L'agence norvégienne Enova

sera le point de contact national entre le Fonds d'innovation et les candidats norvégiens.

Plan national norvégien pour les investissements à l'export dans le secteur maritime. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jan Christian Vestre, a présenté sa deuxième initiative de réforme des exportations du gouvernement. Il s'agit d'un partenariat public-privé qui permettra d'augmenter les revenus des exportations des chantiers navals, des fabricants d'équipements et de services maritime de 50% d'ici 2030. « Nous devons nous positionner sur le marché mondial pour garantir des emplois et des revenus d'exportation pour de nombreuses années à venir », a déclaré le ministre. L'initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale d'augmentation des exportations norvégiennes hors hydrocarbures de +50% d'ici 2030, tout en assurant une réduction des émissions globales de gaz à effet de serre d'au moins 55%.

Suède

La Riksbank augmente son taux directeur de 0,5 point de pourcentage, pour atteindre 3,5%. Il s'agit du plus haut niveau depuis octobre 2008. D'après la Banque centrale, la récente diminution de l'inflation est surtout due à la décrue des prix de l'énergie; l'inflation hors énergie est quant à elle plus élevée que les prévisions de la Riksbank, ce qui justifie la nouvelle montée des taux. Une nouvelle augmentation de 0,25 point de pourcentage est également envisagée pour juin ou septembre. Du fait de cette politique monétaire, la couronne suédoise est toujours malmenée et reste faible par rapport à l'euro.

L'excédent du commerce extérieur atteint 1,8 Md€ (0,3% du PIB) au premier trimestre. Depuis le début de l'année, la valeur des exportations de marchandises a augmenté de 12 % et celle des importations de 9 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La valeur des exportations s'est ainsi élevée à 535,3 Mds SEK (9,0% du PIB) et la valeur des importations à 515,3 Mds SEK (8,7% du PIB), ce qui porte l'excédent commercial au premier trimestre 2023 à 20 Mds SEK (1,8 Md€), contre 4,1 Mds SEK (360 M€) au premier trimestre 2022.

Grève des transports en commun à Stockholm, Göteborg et Malmö à partir du 11 mai. Le syndicat des employés des services et des communications (SEKO) a appelé à la grève si aucun effort côté employeur n'est réalisé. La première phase de cette grève, qui aurait lieu le 11 mai, mobiliserait les employés de MTR au sein de la gare d'Älvsjö (Stockholm), mais également d'autres personnels à Göteborg et Malmö.

Le gouvernement crée une commission chargée d'identifier les obstacles et les opportunités de la productivité suédoise. Depuis la crise de 2008, la productivité du pays a en effet fortement ralenti (0,9% de croissance de la productivité du travail entre 2010 et 2020, contre 2,7% pendant la période 1995 – 2007). Un tel ralentissement peut avoir un effet négatif sur les salaires réels comme sur la compétitivité de la Suède. Par conséquent, cette commission, dirigée par Hans Lindblad, ancien Directeur général de l'Agence de la dette, aura pour objectif de proposer des réformes afin de renforcer la productivité du secteur privé comme public.

La volatilité de la couronne suédoise (SEK) fait débat. La faiblesse persistante de la SEK est relayée par la presse de façon quasi continue (« la couronne suédoise n'est pas dans la ligue des champions »). La dépréciation de la SEK atteint plus de 9% par rapport à l'euro en 12 mois et plus de 33% en 10 ans. Il est effectivement difficile pour un nombre croissant de Suédois d'accepter, surtout en période pré-estivale, qu'en dépit d'une croissance relativement solide, la perte de pouvoir d'achat à l'étranger soit aussi importante. En outre, la presse rappelle dès que l'occasion se présente que le franc suisse (CHF), pays d'ailleurs comparable à la Suède à plusieurs égards (dynamisme de l'économie, démographie, présence accrue de multinationales), est passé d'une parité égale avec la SEK il y a 50 ans à un taux de change de 11,6 SEK/CHF. Pour autant, le sujet d'une éventuelle adoption de l'euro ne semble pas être d'actualité sur le moyen terme même si le parti Libéral aimerait l'inscrire dans l'agenda politique. Pour le gouvernement, d'autres sujets devront être réglés prioritairement (adhésion à l'OTAN, la relance de l'économie, baisse de la pression fiscale, l'intégration des immigrés...).

Proposition de réduction de la taxe sur les sacs plastiques. Dans son budget de printemps, le gouvernement suédois a annoncé vouloir soumettre une proposition de réduction voire de suppression de la taxe sur les sacs

plastiques. Si elle est acceptée, cette proposition pourrait être mise en application dès le 1^{er} janvier 2024, soit en amont du projet de loi de finances 2024. En particulier, cette taxe pourrait s'élever à 0,5 SEK par sac plastique dit « épais » (contre 3 SEK actuellement) et de 0,05 SEK pour les sacs de moins de 15 micromètres d'épaisseur (contre 0,3 actuellement).

Contrat record en Suède pour Hitachi Energy. Hitachi Energy, anciennement ABB, qui a cédé sa dernière participation dans l'entreprise l'année dernière, a remporté la plus grosse commande à l'exportation de tous les temps en Suède. Le contrat de 147 Mds SEK (13 Mds€) a été signé avec l'opérateur de réseau national Tennet et concerne la fourniture d'équipements développés dans l'usine à Ludvika pour des parcs éoliens offshore situés au large de l'Allemagne et des Pays-bas. Environ 12 M de foyers dans les deux pays seront alimentés en énergie verte dans le cadre de ces projets.

Les ventes de voitures reculent, alors que celles des poids lourds se maintiennent. Selon la Fédération automobile *Mobility Sweden*, les ventes de voitures ont reculé de 9% cours des quatre premiers mois de l'année. L'incertitude sur l'orientation de l'économie suédoise avec la hausse des taux et l'annulation de la prime climatique sont à l'origine de cette baisse. Sur ce marché difficile, la part de marché des véhicules français passe de 7,2 à 7,7%. Les poids lourds (+16t), en revanche, se portent bien avec une progression des ventes de 31 % depuis le début de l'année.

La start-up H2 Green Steel signe le plus important contrat depuis sa création. Ayant pour ambition de fabriquer de l'acier de manière durable, l'entreprise suédoise s'est engagée à fournir l'équivalent de plus de 20 Mds SEK d'acier sur sept ans à la compagnie industrielle italienne Marcegaglia. Pour le Directeur général d'H2 Green Steel Henrik Henriksson, cet accord est « spécial » dans la mesure où il implique un

engagement très fort plus de deux ans avant le début de la production d'acier.

Northvolt attire des sous-traitants chinois en Suède. Putailai, le fabricant chinois d'anodes, un élément central des batteries, compte investir 1,2 Md€ (13 Mds SEK) à Timrå (près de Sundsvall) pour se positionner comme sous-traitant de Northvolt. La nouvelle usine devrait employer 1 900 personnes et s'inscrit pleinement dans la stratégie de Northvolt visant à rapprocher géographiquement ses sous-traitants. Deux entreprises, Donjin (Corée du Sud) et Kedali (Chine), sont déjà présentes à Skellefteå pour approvisionner Northvolt. La société chinoise Senior s'est, pour sa part, établie à Eskilstuna pour fournir de films séparateurs de batteries au lithium de Northvolt.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,2	0,2	0,3	-0,5	2,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,7	1,3	0,0	0,9	3,6
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,2	0,6	-0,1	-0,6	2,1
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

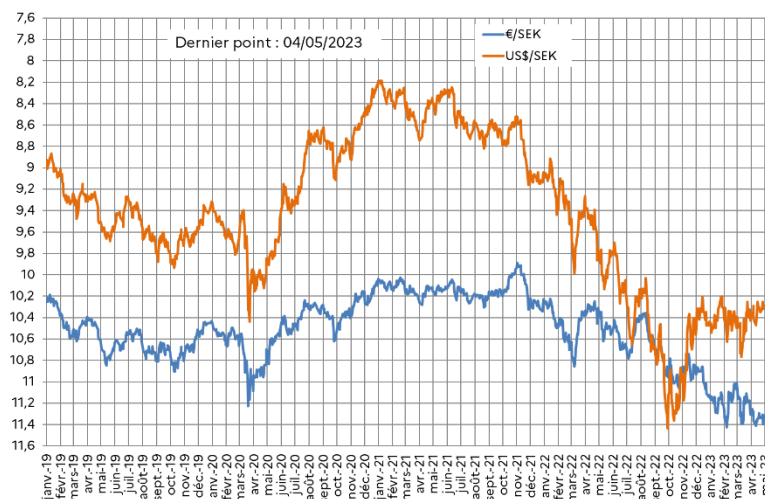
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	Prévisions 2023 (FMI)
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	6,8
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	4,8
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	5,3
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	4,9
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	8,1

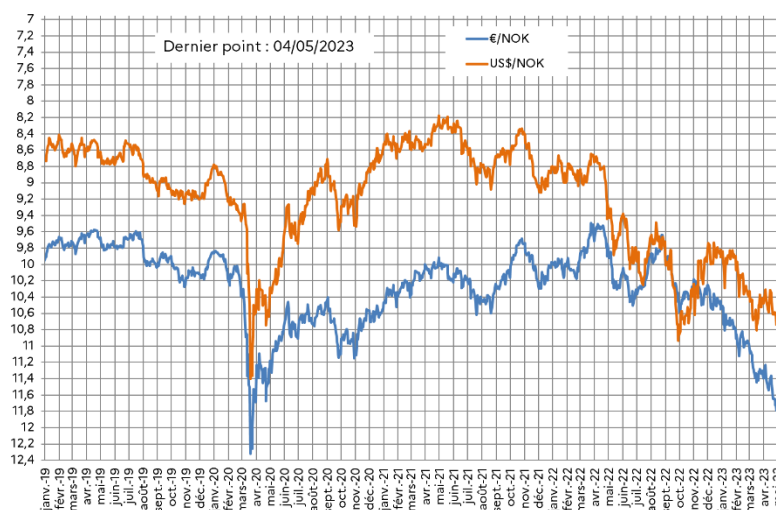
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE, FMI

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya, C. Mazet).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr